

Extrait du compte rendu de la 302e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (Paris, 29-30 septembre 1966)

Légende: Lors de la 302e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel les 29 et 30 septembre 1966 à Paris et présidée par le secrétaire d'État français aux Affaires étrangères Jean de Broglie, les délégations interviennent sur les relations Est-Ouest, et notamment sur les efforts de leurs gouvernements pour développer des relations bilatérales avec les pays de l'Europe de l'Est. Le représentant britannique George Thomson revient sur le retrait éventuel des troupes britanniques stationnées en Allemagne en raison des frais d'entretien et assure que ces forces resteront dans tous les cas à la disposition de l'OTAN. Quant aux relations avec les pays de l'Est, George Thomson et Jean de Broglie voient de nouvelles perspectives et un certain nombre d'indices annonciateurs de développements futurs.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 302e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel les 29 et 30 septembre 1966 à Paris. II. Consultation politique. CR (66) 19. Partie I. pp. [s.p.]; 25-30. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1966, 01/03/1966-30/11/1970. File 132.15. Volume 2/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_302e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_paris_29_30_septembre_1966-fr-5b2528fc-e569-4eba-9c7e-85af82f21446.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 302^e REUNIONDU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE ~~EN~~ AU NIVEAU MINISTERIEL
LES 29 ET 30 SEPTEMBRE 1966 A PARIS.II. CONSULTATION POLITIQUE

Président: M. J. de BROGLIE

1. Relations Est-Ouest

M. LAHR déclare que les données du problème allemand n'ont pas fondamentalement changé depuis la précédente réunion des ministres. Le Gouvernement allemand et ses alliés restent convaincus que la paix et la sécurité ne seront assurées en Europe que lorsque le peuple allemand pourra exercer son droit d'autodétermination pour retrouver son unité au sein d'un Etat libéral et démocratique qui puisse entretenir de bonnes relations avec ses voisins de l'Est et de l'Ouest. Le Gouvernement soviétique continue d'appliquer systématiquement sa

politique fondée sur la division de l'Allemagne, malgré le conflit qui l'oppose à la Chine et malgré l'intérêt qu'il porte à la stabilisation de ses relations avec les puissances occidentales. Il ne faut jamais oublier que le concept de la coexistence pacifique est équivoque : dans l'interprétation de l'Est, celle-ci signifie certes l'élimination temporaire de la guerre en tant que moyen politique, mais ne comporte nullement l'idée de la coexistence telle que la conçoit l'Occident, c'est-à-dire sans intervention de certains Etats dans les affaires des autres, sans aucune tentative, par les uns, d'influencer l'évolution des autres. L'U.R.S.S. entend d'abord légaliser la division de l'Allemagne, pour porter ainsi un coup décisif à la cohésion de l'alliance occidentale. Ensuite, elle vise à neutraliser et à "communiser" de nouvelles parties de l'Europe. Ayant tiré la leçon des événements de 1961-62 (Berlin, Cuba), Moscou s'efforce de diviser les Etats occidentaux sur le problème allemand; de séparer Berlin de la République fédérale d'Allemagne, c'est-à-dire de pousser progressivement le Sénat et la population de Berlin sur la voie de négociations indépendantes avec la zone d'occupation et les pays de l'Est, y compris l'U.R.S.S.; enfin, de diffamer l'Allemagne en lui faisant jouer le rôle du trouble-paix incorrigible. Sans risques militaires et sans menaces directes, le Gouvernement de Moscou maintient donc la tension en Europe et s'applique à décourager le peuple allemand et à provoquer chez les Alliés une sorte de lassitude à l'égard de l'Allemagne. Il entend ainsi préparer la voie à une confédération allemande, qui ne tendrait certainement pas à la réunification voulue par le peuple allemand, mais qui placerait l'Allemagne dans la zone d'influence soviétique en l'unifiant sous le signe du communisme. Le Gouvernement allemand estime que si les Soviétiques s'abstiennent actuellement de menaces directes, leur politique n'en est pas moins dangereuse : les buts restent les mêmes que par le passé, seules les méthodes ont changé. Cette politique demeure dynamique et vise, au-delà du "statu quo", un plus vaste objectif. La politique allemande de Pankow s'inscrit dans la conception soviétique et doit adapter ses méthodes à l'évolution de la pensée soviétique. Il n'est pas douteux que les dirigeants de la zone d'occupation souhaitent un affermissement de la politique soviétique. Malheureux dans ses efforts pour donner rang international à la zone d'occupation et pour isoler Berlin de la République fédérale d'Allemagne, Ulbricht doit constamment examiner les points faibles de la politique occidentale à cet égard et inciter Moscou à agir plus résolument. Le Gouvernement allemand a l'impression qu'Ulbricht est freiné par Moscou. Ce fait, ainsi que l'instabilité psychologique de la zone d'occupation, expliquerait

SECRET

- 25 -

U.E.O. SECRET

CR (66) 19

PARTIE I

Enfin, si des progrès pouvaient être réalisés sur les deux premiers points, la situation serait mûre pour en venir au troisième secteur, relatif aux problèmes politiques. Ceux-ci ne peuvent être séparés des précédents, comme l'a déjà fait observer M. Lahr, et c'est pourquoi M. Harmel a souligné devant ses interlocuteurs qu'ils devaient évidemment faire partie d'une négociation globale, même s'ils n'apparaissaient qu'en troisième lieu dans la chronologie des conversations. Sur ce plan, la question de la réunification allemande constitue évidemment le problème principal, sur lequel la position des Occidentaux n'a pas varié. Au cours des entretiens à Varsovie, il n'a pas paru qu'il y ait opposition à ce que ce problème soit mis à l'ordre du jour d'éventuelles conférences, mais au moment voulu et dans le climat favorable créé par quelques accords partiels sur les points figurant aux autres chapitres. Certes, les préoccupations du Gouvernement polonais n'ont pas non plus varié lors des entretiens : il n'est pas opposé à la réunification mais reste évidemment très soucieux de ne pas voir modifier la frontière Oder-Neisse, et il ne paraissait pas opposé à l'idée que sur le thème de la réunification des progrès pourraient être accomplis.

Tel est le point de vue d'un des gouvernements avec lesquels ont eu lieu des conversations. Il est évident qu'on ne saurait en conclure que la position de tous les pays du pacte de Varsovie soit exactement identique, mais c'est le mérite des échanges de vues au sein du Conseil que de permettre de compléter et éventuellement de corriger les informations et les impressions des diverses délégations. M. Harmel indique en conclusion que des conversations sont prévues entre le Ministre des affaires étrangères de Hongrie et lui-même, à Bruxelles ou à Budapest, et que celles-ci ne manqueront pas d'être évoquées à une prochaine réunion du Conseil.

M. THOMSON a entendu avec beaucoup d'intérêt les rapports que ses collègues ont donnés de leurs visites et de leurs entretiens avec les dirigeants des gouvernements des pays de l'Europe de l'Est. Il n'y a pas eu de contacts de ce genre du côté britannique depuis la dernière réunion du Conseil, mais le Ministre compte se rendre lui-même dans quelques semaines à Budapest pour s'y entretenir avec les dirigeants hongrois.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (66) 19

PARTIE I

M. Thomson voudrait toutefois présenter sur le sujet quelques observations d'ordre général. Il semble en effet au Gouvernement britannique que de nouvelles perspectives s'ouvrent au développement des relations entre l'Est et l'Ouest. Le Ministre a eu lui-même cette impression devant l'évolution qui se dessine à l'intérieur des pays de l'Europe de l'Est, et en particulier les mesures économiques qui y ont été prises. Cette évolution ne peut manquer d'avoir des conséquences importantes dans la vie politique et sociale de ces pays et de modifier finalement leur conception des rapports avec l'Ouest. M. Thomson reconnaît cependant avec M. Lahr et avec les autres ministres que l'U.R.S.S. n'a pas fondamentalement changé d'attitude devant les grands problèmes internationaux, bien que les dirigeants soviétiques reconnaissent qu'ils n'ont plus intérêt à accroître la tension et qu'ils demeurent très prudents. En ce qui concerne le problème crucial de la réunification de l'Allemagne, le Gouvernement britannique ne croit pas que les Russes soient prêts à des négociations constructives sur le sujet et il lui semble donc que dans l'immédiat l'Occident doit s'efforcer de créer le climat le plus favorable à la solution des plus grands problèmes. C'est à cette fin qu'il a développé ses échanges techniques, scientifiques, culturels et politiques avec les pays d'Europe orientale ainsi qu'avec l'Union soviétique. Le rôle de la République fédérale d'Allemagne a naturellement une importance particulière à cet égard. De la réunion qui a eu lieu cette semaine à l'O.T.A.N. au sujet des relations Est-Ouest, l'impression ressort que l'on estime généralement préférable que les relations avec les pays de l'Europe orientale soient menées pour le moment sur une base bilatérale. Le Gouvernement britannique partage cet avis et pense aussi que des contacts à l'échelon O.T.A.N.-pacte de Varsovie n'ont guère de chance d'aboutir. L'association des pays de l'Europe de l'Est aux organismes internationaux, qu'envisage l'étude de l'O.T.A.N., est une idée utile, même si l'on doit considérer comme une perspective lointaine leur adhésion à des organismes tels que le Fonds monétaire international ou la Banque internationale. Les pays de l'Europe de l'Est ont encore un long chemin à parcourir et il ne serait pas raisonnable de sacrifier les intérêts des membres actuels de ces organismes à seule fin d'y introduire les communistes. A la Commission économique pour l'Europe et au Conseil de l'Europe, il serait toutefois possible de progresser dans cette voie.

: L'O.T.A.N. est un forum indispensable pour les échanges
: de vues et d'informations, de même que l'U.E.O.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (66) 19

PARTIE I

En ce qui concerne le projet de déclaration sur l'Europe récemment présenté par le Royaume-Uni, qui est une déclaration de principe ou un code de conduite, le Gouvernement britannique a déjà posé le problème au Conseil de l'Atlantique nord; il entend distinguer nettement entre sa proposition et une autre qui a été mise en avant, à savoir celle d'une déclaration de principe que formulerait l'O.T.A.N. unilatéralement. Une telle déclaration devrait, semble-t-il, porter sur toutes les grandes questions intéressant l'O.T.A.N. et préciser les vues des membres de l'Alliance sur les principes d'un règlement européen, ses rapports avec la sécurité européenne, etc. Il n'est donc pas question de dire ou de faire quoi que ce soit qui puisse jeter le doute sur la position d'un membre quelconque de l'O.T.A.N. Le Gouvernement britannique doute cependant de l'utilité d'une déclaration complète de l'O.T.A.N., spécialement d'une déclaration adressée à l'Est. Elle apparaîtrait inévitablement comme une simple réplique à la déclaration que les pays membres du pacte de Varsovie ont faite à Bucarest, d'où des contre-déclarations qui seraient certainement peu propices à une détente dans les conditions actuelles. Le projet de déclaration qui a été remis aux membres de l'O.T.A.N. indique dans les grandes lignes ce qu'il faudrait faire pour assurer la prospérité, la sécurité et la stabilité de l'Europe. Mais il ne traite pas du problème d'un règlement européen, ni de mesures de contrôle d'armements, car cela ne peut être accepté par les membres du pacte de Varsovie; or ce que le Gouvernement britannique a en vue, c'est une déclaration à laquelle pourraient souscrire les membres de l'O.T.A.N., ceux du pacte de Varsovie et les pays européens qui ne font partie d'aucune de ces deux alliances. Le texte serait donc d'ambition modeste, mais si un accord pouvait être réalisé, cela constituerait un résultat tangible et une utile contribution à la détente. Cependant, même si le contenu de la déclaration ne soulève pas d'objection, certaines délégations pourraient s'inquiéter des difficultés que présente la recherche d'un accord avec l'Europe de l'Est et les autres pays européens. Il faudra évidemment étudier la procédure avec grand soin, mais cela peut être fait sans compromettre les intérêts communs des pays membres. Dans les prochaines semaines, le Gouvernement britannique présentera un projet révisé de déclaration devant le Conseil de l'O.T.A.N., accompagné de propositions détaillées sur la procédure, et il espère recevoir l'appui actif des autres membres de l'U.E.O.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 28 -

U.E.O. SECRET

CR (66) 19

PARTIE I

En conclusion, M. Thomson voudrait dire un mot de la question des frais d'entretien des troupes britanniques en Allemagne. Le Gouvernement britannique comprend fort bien l'inquiétude de ses Alliés devant la possibilité d'un retrait des forces britanniques en Allemagne; il garde l'espoir qu'une telle mesure ne sera pas nécessaire. Mais pour les raisons qui ont été expliquées dans la déclaration que le représentant britannique a faite au Conseil permanent de l'O.T.A.N. et au Conseil de l'U.E.O. le 19 août, il importe que le coût de l'entretien des forces britanniques en Allemagne soit couvert si la Grande-Bretagne veut résoudre ses difficultés économiques actuelles. M. Thomson n'a rien à ajouter pour le moment sur ce point, mais il donne une fois de plus l'assurance que si des forces sont retirées d'Allemagne, elles resteront à la disposition de l'O.T.A.N., étant prévues pour affectation au SACEUR. Il faut maintenant :

: attendre l'issue de la réunion que les ministres vont tenir

: à Bonn le 13 octobre. En se prononçant d'après les ré-

: sultats de cette réunion, le Gouvernement britannique

: tiendra naturellement le plus grand compte des vues de

: tous les membres de l'Alliance.

Le PRESIDENT déclare que le Gouvernement français a lui aussi poursuivi sa politique de prise de contact avec les gouvernements de l'Est européen et a abouti à tout un ensemble de constatations extrêmement voisines de celles qui viennent d'être exposées. En premier lieu, le Gouvernement français a renforcé ou continué ses contacts avec le Gouvernement de l'Union soviétique, cela en quelque sorte dans le sillage du voyage du général de Gaulle. Il est tout à fait clair en effet qu'il ne serait pas possible de continuer très longtemps ni de mener très loin une politique spécifique de détente à l'égard des pays de l'Est européen en ignorant l'Union soviétique et en n'ayant pas à son égard, quelles que soient les difficultés, une attitude parallèle à celle adoptée vis-à-vis de ces pays. Depuis l'époque de la dernière réunion du Conseil, le Ministre des affaires étrangères, M. Couve de Murville, qui avait visité la Roumanie, la Bulgarie et la Pologne, a poursuivi cette politique de prise de contact, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Yougoslavie. Par conséquent, c'est sur l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est que s'est exercé l'effort français vers une politique de détente et vers l'instauration d'un climat assez nouveau. Ces efforts,

.../...

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (66) 19

PARTIE I

s'ajoutant à tous ceux qui viennent d'être mentionnés, permettant d'avoir aujourd'hui une vue d'ensemble de la situation et de prendre un recul suffisant pour établir une sorte de bilan.

En ce qui concerne les Balkans, l'on peut, semble-t-il, constater, sauf en ce qui concerne l'Albanie, une amélioration générale. Le succès des efforts communs paraît évident et très général en ce qui concerne la Roumanie, et très vraisemblablement ce déplacement de la politique roumaine a entraîné le Gouvernement bulgare à adopter une attitude relativement semblable. Le Gouvernement français en espère d'ailleurs des développements nouveaux avec la venue prochaine à Paris d'une délégation bulgare. Des pays comme la Grèce et la Turquie peuvent d'ores et déjà se féliciter de cette politique et en recueillir des fruits très précis. Il existe par conséquent avec tous les pays constituant le Sud du pacte de Varsovie un climat nouveau qui fait singulièrement contraste avec la situation antérieure. Chacun peut constater cette diversification, cet affaiblissement de la notion de bloc pour ces pays de l'Est européen, cette coloration nationale, cette espèce d'obligation où se trouvent ces pays de traiter désormais de problèmes économiques et d'adopter à leur égard une position beaucoup plus réaliste. Il est probable aussi que la violence même des événements en Chine libère ces pays d'un certain complexe, leur donne la possibilité de défendre certaines thèses révisionnistes que certainement ils n'auraient pas osé défendre il y a quelques mois. Bien entendu, dans cet ensemble, la Yougoslavie joue un rôle peut-être un peu particulier et un peu moins net, mais elle a ses problèmes spécifiques et il semble qu'on puisse tirer la conclusion qu'elle n'a pas perdu l'espoir de jouer un rôle, dans le sens de la détente.

En ce qui concerne les pays situés plus au nord et appartenant au Pacte de Varsovie, il est certain en effet qu'il y a actuellement une grande différence de climat. Sans doute, comme on l'a déjà indiqué, on y constate une tension vis-à-vis des problèmes relatifs à l'Allemagne fédérale, mais on peut noter néanmoins un certain nombre d'indices qui pourraient être annonceurs de développements futurs. Tous les contacts qui ont pu avoir lieu soit avec la Pologne, soit avec la Hongrie, soit avec la Tchécoslovaquie, donnent l'impression que l'on reconnaît la nécessité d'examiner certains problèmes sur une assez longue durée, qu'une certaine notion d'étape

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

- 30 -

U.E.O. SECRET

CR (66) 19

PARTIE I

commence à être commune, et qu'une appréciation plus réaliste du problème allemand commence à faire son chemin. Lors du voyage du général de Gaulle à Moscou, ce problème a d'ailleurs été, pour la première fois, :
: abordé avec une certaine franchise et, dans la déclaration commune signée à l'issue des conversations, le Gouvernement de l'Union soviétique a renoncé à un certain vocabulaire classique concernant cette question; il admet, et c'est assez nouveau, l'existence d'une question allemande et, depuis, on peut réellement noter une diminution des attaques anti-allemandes dans la presse soviétique; il se trouve même un article de la Prayda pour mentionner positivement l'existence d'un problème national allemand. Sans doute, ce ne sont là que de petites indications, car il est clair qu'en ce qui concerne les problèmes européens l'Union soviétique manifeste un immobilisme certain, fait des efforts pour valoriser la République démocratique allemande, pour essayer de lui donner une certaine surface internationale. Mais on sent néanmoins le désir de ne pas voir se perpétuer indéfiniment la situation actuelle et peut-être se trouve-t-on devant les premiers signes d'une évolution ultérieure. Il est certain, en tout cas, que plus la politique de détente se développera entre les petites nations d'Europe orientale et les nations de l'Ouest, plus on se rapprochera d'un climat qui, malgré tout, peut conduire l'Union soviétique à une réévaluation de la situation. En conclusion, il importe, de l'avis du Gouvernement français, de travailler à favoriser la détente et de refuser la dissociation des actions parallèles et coordonnées menées par les pays occidentaux.

M. LAHR remercie les Ministres des affaires étrangères d'Italie et de Belgique des positions qu'ils ont exposées, à l'occasion de leurs visites, sur la question allemande. Il rappelle que son Gouvernement a également remercié le Président de la République française de la position qu'il avait prise à Moscou. Enfin, il constate avec satisfaction que le présent échange de vues a permis de bien examiner la situation. Les interprétations peuvent varier sur tel ou tel aspect de la question, mais ce sont précisément les différences d'optique qui montrent la voie à suivre pour améliorer les relations Est-Ouest lorsque l'occasion s'en présente. M. Lahr croit cependant remarquer que toutes les délégations observent une certaine prudence dans leur évaluation de ces relations.

.../...

~~SECRET~~